

Comment sauver la ferme France

 alternatives-economiques.fr/sauver-ferme-france/00091134

Antoine de Ravignan, *Alternatives économiques*, 27 novembre 2019



Il devient compliqué en France d'avoir une discussion sereine sur l'agriculture. Critiquer l'usage intensif des pesticides et des engrais, l'uniformisation des paysages et des pratiques culturales, c'est dénigrer les agriculteurs. Faire observer que les subventions dont ils bénéficient entretiennent une organisation sociale qui porte atteinte à la biodiversité, à la santé, à la qualité de l'alimentation, aux emplois dans le secteur, c'est mépriser la profession.

Sans minimiser les quelques cas de violences injustifiables dont certains d'entre eux ont été la cible, les agriculteurs seraient ainsi les victimes d'un odieux « agribashing » nourri par les écologistes et entretenu par les intellectuels bobos. C'est du moins le message que s'emploient à faire passer certaines organisations agricoles, comme celles qui ont appelé les paysans à manifester ce mercredi dans les grandes villes et à bloquer les axes autoroutiers autour de Paris pour exprimer leur « *ras-le-bol* ».

Nouveau cadre européen

Ce climat est à replacer dans son contexte, celui de la discussion de la politique agricole commune (PAC) pour les années 2021-2027. Le nouveau cadre européen prévoit que les Etats membres auront beaucoup de latitude pour mettre en œuvre des objectifs communautaires très généraux et ils doivent, à cette fin, rédiger un plan stratégique national. A priori, le moment est donc propice à la remise à plat des politiques. A condition que le débat ait lieu.

Parmi les propositions mises au débat, il faut saluer celle de France Stratégie, publiée fin octobre. L'organe de conseil du Premier ministre rappelle cette évidence que la politique agricole doit être fondée, comme toute autre politique, sur les principes de l'économie publique. Si son objet est de garantir une alimentation de qualité produite dans des conditions socialement et écologiquement durables, alors l'intervention publique doit être orientée dans ce sens. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Radicales, les propositions du rapport s'articulent sur deux niveaux.

┆ Un cinquième des agriculteurs reçoit plus de la moitié des aides européennes

Concernant les aides européennes, il faut convertir les soutiens de base (dits du premier pilier), calculés sur les surfaces, en aides par actif. Le régime actuel, en effet, favorise non pas l'emploi mais la détention de foncier, et un cinquième des agriculteurs reçoit plus de la moitié des aides. Si elle était également distribuée, cette même enveloppe (5,7 milliards d'euros en 2018) permettrait de verser 8 000 euros par an aux 710 000 équivalents temps plein du secteur.

Bonus-malus

Cette mesure, qui nécessiterait un aval européen, serait complétée par un bonus-malus écologique appliqué à l'agriculture et que la France pourrait mettre en œuvre de son propre chef. D'un côté, on taxerait les « externalités négatives » (le recours aux pesticides, aux antibiotiques, le retournement des prairies, les émissions de protoxyde d'azote liées aux épandages d'engrais). De l'autre, on verserait l'intégralité du produit de ces taxes – des prélèvements qui pourraient rapporter près de 4 milliards d'euros par an – aux agriculteurs engagés dans des pratiques à haute valeur environnementale (maintien de prairies permanentes, agriculture bio, diversification, maintien de haies...) et que le marché ne rémunère pas, ou peu.

Sans surprise, les grands céréaliers ou les élevages intensifs seraient perdants (s'ils n'évoluent pas) par rapport aux élevages herbagers ou aux producteurs bio, a modélisé France Stratégie. La mise en œuvre d'une telle proposition, qui permettrait de sortir de la crise agricole et, accessoirement, de redorer l'image de la profession, ne pourrait donc être que progressive. Mais pour ceux qui défendent des positions acquises, il est plus facile de crier à l'agribashing que d'engager la discussion sur une sortie du statu quo.